

<https://www.elcorreo.eu.org/NicaraguaUn-accord-marque-la-fin-de-la-crise-au-Nicaragua>

NicaraguaUn accord marque la fin de la crise au Nicaragua

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : lundi 2 mai 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les autorités nicaraguayennes et les représentants des manifestants ont signé vendredi à l'aube un accord prévoyant le gel de la hausse des prix des transports, mettant fin à une semaine de tensions à Managua, qui avait culminé lundi et mardi par des affrontements violents.

Por Arturo Gudino

Agence France-Presse

Managua, le vendredi 29 avril 2005

Vendredi, les bus circulaient de nouveau dans la capitale qui retrouvait progressivement son activité normale, après avoir été paralysée par les manifestations.

D'après l'accord dont l'AFP a eu connaissance, le gouvernement et la mairie "sandiniste" de Managua se sont engagés à accorder une subvention de 2,3 millions de dollars canadiens sur trois mois aux transporteurs, qui leur permettra de ne pas augmenter le prix des transports en commun, malgré la hausse des prix des carburants, comme l'exigeaient les manifestants.

Les deux parties continueront leurs discussions afin d'établir, d'ici trois mois, une tarification à long terme incluant des tarifs préférentiels pour les personnes disposant de bas revenus. La mesure pourrait bénéficier à 800 000 personnes à Managua.

Environ 80% des Nicaraguayens vivent dans la pauvreté.

Le gouvernement était initialement inflexible, affirmant que l'augmentation des prix des carburants n'était pas de son ressort et répondait aux principes de l'économie de marché.

Le ministre des Finances, Mario Arana, a précisé que les prochaines discussions porteraient sur les mesures à prendre pour faire face aux conséquences de la hausse des prix des produits pétroliers.

Le leader des étudiants, Yasser Martinez, s'est réjoui du résultat des négociations, estimant qu'il s'agissait d'une « victoire des travailleurs, du peuple appauvri par les politiques néo-libérales » et ajoutant que le peuple ne devait pas payer la facture de la crise énergétique.

Jeudi soir, des affrontements avaient éclaté entre des étudiants et la police, faisant craindre un nouveau cycle de violences.

L'accord a mis fin à 22 jours de tensions. Le mouvement de protestation avait été lancé par les étudiants qui avaient brûlé des autobus pour protester contre la hausse du titre de transport de 2,50 à 3 cordobas (19 à 23 cents). Ils s'étaient affrontés aux transporteurs avant que ces derniers ne rejoignent le mouvement, suivis par des citoyens de quartiers pauvres de la capitale.

Lundi et mardi, des dizaines de manifestants et quelques policiers ont été blessés et près d'une centaine de manifestants ont été arrêtés.

Tout au long de la crise, les deux principaux partis d'opposition, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN, gauche) et le Parti libéral constitutionnel (PLC, droite), ancien parti du président Bolanos, ont profité de la situation

pour augmenter la pression sur le gouvernement et le chef de l'État, dont ils demandaient la démission.

Le président Enrique Bolanos, principale cible des manifestants, s'était retrouvé mardi sous une pluie de pierres lancés par la foule alors qu'il sortait à la rencontre des manifestants devant la palais présidentiel. Le soir même, il mettait la police et l'armée en alerte en donnant comme consigne de d'arrêter « par tous les moyens » les manifestations violentes.

Le chef d'état-major de l'armée, le général sandiniste Omar Halleseven, lui a répondu qu'il n'était pas question d'envoyer des soldats dans les rues de Managua pour réprimer d'éventuelles manifestations.

Le politologue Eliseo Nunez a estimé que le FLSN et le PLC avaient orchestré les troubles pour affaiblir M. Bolanos et son gouvernement, dans la perspective de l'élection présidentielle prévue fin 2006.